

RESILAC à l'écoute

REGION / JUILLET - SEPTEMBRE 2021

Résultats des enquêtes réalisées entre juillet et septembre
2021 auprès des parties prenantes du projet RESILAC au
Tchad, Niger, Nigeria et Cameroun



Groupe de discussion, Feedback Day au Cameroun, Septembre © — 2021 — ACF. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

Table des matières

Introduction et méthodologie	2
Résultats clés	2
Analyse détaillée	3
Recommandations	5

Feedback Day : introduction et méthodologie

Méthode à mi-chemin entre l'Outcome Harvesting¹ et l'EIMS², l'initiative « feedback day » s'inscrit dans une démarche d'apprentissage continue et complémentaire au mécanisme de gestion de plaintes. L'objectif est de fournir un cadre d'échange régulier avec les parties prenantes du projet nous permettant retracer les effets attendus et non attendus de l'action, comprendre comment l'intervention a contribué et quels ajustements seraient nécessaires pour améliorer la qualité.

Les échanges sont organisés de façon trimestrielle avec les différentes parties prenantes du projet (autorités, bénéficiaires et non bénéficiaires, partenaires, etc.), avec un accent particulier aux critères de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS)³. La qualité et la pertinence des échanges sont privilégiés sur la représentativité et/ou la taille de l'échantillon et sur la standardisation de la collecte. Les résultats font l'objet d'un atelier interne, permettant de questionner et/ou clarifier les informations et identifier conjointement des leviers de changement pour améliorer la qualité de l'action.

Ce rapport présente les résultats des enquêtes couvrant le troisième trimestre de 2021, réalisées entre juillet et septembre auprès de 236 personnes dans les 4 pays d'intervention :

- **Cameroun** (24 août - 24 sept.) : 138 répondant.e.s à Mindif, Dargala, Koza et Mora
- **Tchad** (16 – 20 sept.) : 38 répondant.e.s à Nguéléa² et Bol
- **Niger** (20 – 24 sept.) : 38 répondant.e.s à Mellari, Tattoukoutou, koulo Koura, Ligaridi, Adjiri et Liskidi
- **Nigeria** (10 - 11 oct.) : 25 répondant.e.s à Jere

Résultats clés

- **Qualité du dispositif** : les répondant.e-s affirment que la proximité des équipes dans toutes les étapes du cycle favorise la bonne adaptation des formations métiers, en cohérence avec leurs besoins et les opportunités économiques et les traditions de leur communauté. Outre cela, l'achèvement des programmes de formation en amont de l'orientation au micro-projet assureraient l'acquis et le transfert des compétences et multiplieraient les possibilités de succès.
- **Communication amélioré** : les efforts des équipes sont toujours salués par les personnes enquêtées au Niger et semble avoir beaucoup améliorée au Cameroun et au Nigeria. En revanche, au Tchad, il semblerait que des actions clés ne seraient pas systématiquement relayée à l'ensemble de la communauté dans les villages les plus éloignés, au détriment de leur bénéfice.
- **Stratégie de sortie et pérennisation des acquis** : les parties prenantes saluent la phase finale du projet, dans laquelle les communautés sont accompagnées vers l'appropriation des acquis et leur pérennisation. Toutefois, des points de vigilance à prendre en compte sont d'ores et déjà soulevés pour assurer la mitigation de certains risques (manque de moyens pour le suivi, entretien des aménagements, etc.), en particulier sur la Gestion des Ressources Naturelles au Tchad et la structuration des OCB au Cameroun.

¹ Le concept central de *l'outcome harvesting*, aussi appelée « récolte des effets », repose sur la définition d'un effet ou résultat en tant que changement observable dans le comportement d'individus, groupes, communautés, organisations ou institutions. La méthode consiste à traquer ces preuves de changements puis analyser le lien de causalité avec la politique/programme évalué.

² Evaluation Itérative avec Mini Séminaire (EIMS) développée par le Groupe URD et menée annuellement dans le cadre du projet RESILAC.

³ La Norme Humanitaire Fondamentale est le fruit d'un processus de collaboration entre le Groupe URD, le Partenariat pour la redevabilité humanitaire (HAP en anglais) International, People In Aid et le Projet Sphère. Elle énonce neuf engagements que les organisations et les individus impliqués dans une intervention humanitaire peuvent utiliser pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide apportée. Elle facilite aussi une redevabilité accrue envers les communautés et les personnes affectées par les crises qui, sachant à quoi se sont engagées les organisations humanitaires, pourront leur demander des comptes. En savoir plus : <https://www.urd.org/fr/projet/contribution-a-l-elaboration-de-la-norme-humanitaire-fondamentale-chs/>

Analyse détaillée

Cette analyse est une synthèse issue des résultats des rapports nationaux, qui reposent sur les réponses et les observations directes recueillies sur le terrain, étudiées conjointement avec les équipes programmatiques.

Q.1. Quels sont les éléments de RESILAC qui vous plaisent le plus ?

Pour rappel, les résultats du Feedback précédent mettaient en avant la restauration de la confiance, la prise en compte du genre et l'émulation collective.

Accompagnement de proximité et qualité du service

Les informations collectées montrent que les communautés, en particulier les jeunes, apprécient fortement la **qualité du dispositif holistique de réinsertion socio-économique**. Les répondant-e-s affirment que la proximité des équipes dans toutes les étapes du cycle favorise la bonne **adaptation des formations** métiers, en cohérence avec leurs besoins et les opportunités économiques et les traditions de leur communauté. A titre d'exemple : au Niger, le métier d'embuche oublié auparavant a déjà permis à plusieurs bénéficiaires d'améliorer rapidement leurs conditions de vie et de réinvestir dans des nouvelles têtes de bétail ou encore d'autres activités. Outre cela, l'achèvement des programmes de formation en amont de l'orientation au micro-projet assureraient l'acquis des compétences et multiplieraient les possibilités de succès. Au Nigeria, les bénéficiaires de la structuration en AVEC estiment que l'articulation rapide entre la formation et l'accompagnement matériel leur a permis d'économiser des fonds sur une base hebdomadaire et de répondre à leurs besoins immédiats.

Mon constat est qu'avec RESILAC tu ne peux pas recevoir un appui tant que tu n'as pas reçu la formation sur comment gérer cet appui, ce qui est une très bonne chose pour assurer la réussite.

Chef de village, Niger

Appui institutionnel et plaidoyer communautaire

Les résultats des échanges montrent la satisfaction des parties prenantes, en particulier les acteurs institutionnels, sur l'appui aux plans de développement locaux et d'action communautaires. Pour certains villages, ces plans sont devenus des véritables outils de plaidoyer grâce auquel les communautés disent pouvoir mieux exprimer leurs besoins collectifs d'une même voix auprès des acteurs externes pour la recherche d'investissements. A titre d'exemple, un projet de récupération de terres vient d'être financé par une ONG internationale dans le village d'Adjiri (Niger) sur la base du plan d'action communautaire d'adaptation (PACA) appuyé par le projet RESILAC. Au Tchad, il semblerait que cet engagement et bénéfice collectif a inspiré des jeunes (hors bénéficiaires) à s'investir dans des activités économiques dans leurs communautés, indiquant des effets positifs non attendus de stabilisation communautaire.

Le genre au cœur de la cohésion sociale

De façon générale, mais particulièrement au Nigeria, les activités de cohésion sociale (débat, concours sportifs, etc.) sont saluées pour favoriser la confiance et l'interrelation des membres des communautés. Au Tchad, la mise à contribution spécifique des centres d'écoute visant à accueillir et référencer des femmes victimes de violence basée sur le genre sont spécialement appréciés. Outre l'intégration de l'approche genre sur l'ensemble de l'intervention, les communautés félicitent l'initiative du projet, qui a déjà permis de référencer des cas en collaboration avec les autorités locales et les associations para juristes féminines.

Q.2. Recevez-vous suffisamment d'information à propos de RESILAC ?

Pour rappel, les résultats du Feedback précédent laissaient entrevoir le besoin de renforcer la qualité et la fréquence de la communication au Cameroun et au Nigeria.

Communication améliorée au Cameroun et au Nigeria

Au Cameroun et au Nigeria, les efforts des équipes sont salués par les personnes enquêtées et semble avoir beaucoup améliorée. Au Cameroun, des fiches de sensibilisation et les contacts des équipes sont affichées ; les bénéficiaires appellent souvent pour s'informer ou lorsqu'ils-elles ont des difficultés particulières.

Fluidité à renforcer au Niger et au Tchad

Si dans les exercices précédents les parties prenantes se montraient souvent très satisfaites sur leur niveau d'information, quelques axes d'amélioration ont été soulevés cette fois-ci. Au Niger, les communautés soulèvent que les équipes, sans exception entre partenaires de mise en œuvre, communiquent régulièrement et leur donnent d'amples informations sur le projet. Cependant, ils-elles affirment que les agents sur le terrain n'ont pas toujours des **réponses aux questions précises sur certaines préoccupations** (délais, etc.).

Au Tchad, si les parties prenantes estiment se sentir suffisamment informées (cadres de concertation, leaders des groupements, etc.), **la communication ne serait pas systématiquement relayée à l'ensemble de la communauté dans les villages les plus éloignés**, y compris des informations clés tel que la formalisation de conventions d'accès aux ressources naturelles.

Je ne connais pas l'existence des conventions locales élaborées pour la gestion concertée des ressources ni la présence d'un centre d'écoute.

Femme cheffe de ménage, bénéficiaire, Tchad

Q.3. Avez-vous eu une difficulté avec une de nos interventions ?

Pour rappel, les résultats du Feedback précédent mettaient en avant des inquiétudes des parties prenantes sur la pérennisation des acquis et les moyens de suivi et/ou entretiens des aménagements.

Retards dans le parcours de réinsertion

Malgré la satisfaction exprimée par la plupart des répondant-e-s quant à la qualité du dispositif d'accompagnement, certain-e-s accusent des interruptions dans l'articulation des étapes, ce qui retarde l'atteinte des résultats attendus. Au Cameroun, les jeunes orienté-e-s vers la maçonnerie, la couture et la pisciculture à Koza et Mora attendent toujours leur formation métier après la libération des épargnes, alors qu'au Niger, ceux et celles jeunes formé-e-s en aviculture et maraîchage n'ont pas encore reçu le matériel pour l'installation de leur micro-projet.

Pérennisation de acquis OBC

Les OBC dont les capacités ont été renforcées dans le cadre du projet RESILAC sont en cours de légalisation afin de pouvoir maintenir leur rôle et engagement citoyen à la fin du projet. Cependant, au Cameroun, certaines d'entre elles rencontreraient des difficultés et s'inquiètent de leur avenir une fois que le projet ne pourra plus les parrainer.

Donations matérielles, accompagnement et stratégie de sortie

Le projet étant en phase de sortie, les communautés indiquent certains points de vigilance à prendre en compte pour assurer la durabilité des actions. D'un côté, la sécurisation des appuis matériels. Au Tchad, il semblerait que certains membres des groupements appuyés tenteraient d'accaparer les donations matérielles réalisées par le projet dans le cadre des activités de redressement économique (unités de production, transformation et commercialisation et outils matériels) à des fins personnelles. D'un autre côté, les comités villageois de suivi aux groupements, et les associations de para juristes soulignent les difficultés de moyens qu'ils auront pour assurer le suivi de proximité dans toutes les zones d'intervention. Au Tchad en particulier, certaines parties prenantes soulèvent des inquiétudes par rapport au suivi des conventions locales sur la gestion des ressources naturelles. Les membres des communautés éloignées ne sont pas tous informés sur l'existence des mêmes car il n'y a pas eu de restitution communautaire ou de vulgarisation sur les accords, et ceux-ci pourraient donc rester en suspens.

Appui technique vs. appui matériel

Les communautés de certains villages extrêmement vulnérable expriment leur volonté d'avoir pu bénéficier d'appuis de base. Les personnes affirment que le village est constitué en majorité des ménages vulnérables et très pauvres, des actions humanitaires telles que l'aide alimentaire auraient atténué davantage leur souffrance pour bénéficier des autres activités du projet.

Q.4. Que pourrions-nous faire pour améliorer la qualité de nos interventions?

L'apprentissage est un processus continu et s'inscrit dans une démarche de capitalisation interne du projet. Ainsi, cette section présente les recommandations retenues par les équipes nationales en vue de réaliser des ajustements pour améliorer la qualité de l'intervention. Afin d'assurer le suivi de ces évolutions, la mise en œuvre des recommandations est évaluée d'un trimestre à l'autre et présentée à travers un code couleur permettant d'identifier : en **vert** ou **orange**, les recommandations du trimestre précédent selon leur niveau de mise en œuvre actuel ; en **rouge**, les nouvelles recommandations formulées à suivre lors de la prochaine enquête.

NIGER

#11	Accompagner les exploitant-e-s des sites maraichers de Tattoukoutou et Liskidi <i>(nouvelle recommandation)</i>	Les exploitant-e-s des nouveaux sites maraichers de Liskidi et de Tattoukoutou souhaitent avoir un appui en petits outillages de travail et en semences pour s'approprier aux préparatifs de la culture de contre saison. Ils demandent aussi de mieux consolider leur collaboration avec les services techniques de l'agriculture pour un accompagnement de proximité même à la fin du projet.
#10	Accélérer l'installation des jeunes HIMO <i>(nouvelle recommandation)</i>	Les jeunes travailleurs HIMO formé-e-s en aviculture et maraichage souhaitent accélérer leur installation afin de pouvoir démarrer leurs activités.
#9	Anticiper la programmation avec les STD <i>(recommandation à suivre)</i>	Les STD souhaitent être informés à temps de leur participation aux activités du projet. D'ores et déjà il a été accordé d'utiliser des canaux de communication complémentaires (whatsapp) avant la réception physique des correspondances.
#8	Vulgarisation des bonnes pratiques et réussites du projet RESILAC <i>(recommandation à suivre)</i>	Les autorités recommandent que le projet sollicite plus les médias afin de visibiliser les résultats du projet, outre les réunions des comités de pilotage qui sont médiatisées. A l'heure actuelle, toutes les grandes activités sont médiatisées.
#7	Accélérer la réalisation <i>(recommandation à suivre)</i>	Dans le cadre d'appui à la cohésion sociale, le processus pour les actions de soutien au démarrage de micro-projets est très avancée.
#6	Réparer les moulins défectueux <i>(recommandation prise en compte)</i>	Tous les moulins ont été réparés et deux meuniers par village ont été formés à l'utilisation adéquate et à la petite maintenance des moulins.
#5	Identifier des appuis alternatifs pour les groupements <i>(recommandation prise en compte)</i>	Suite à un diagnostic des besoins dans tous les villages d'intervention, des formations sur la vie associative, la gestion de l'épargne, l'élaboration des plans d'affaire, le plaidoyer etc. ont été organisées pour accompagner les groupements dont les dossiers de microprojet n'ont pas été retenus.
#4	Doter le site maraicher de Yambal en matériel adéquats <i>(recommandation prise en compte)</i>	Les bénéficiaires du site aménagé avaient sollicité un appui en matériels additionnels. Après une mission d'identification en collaboration avec le Génie Rural et la Direction Départementale de l'agriculture, l'ensemble des matériels demandés a été fourni aux exploitant-e-s du site.
#3	Organiser des séances de recyclage <i>(recommandation prise en compte)</i>	Compte tenu du retard accumulé entre la fin de la formation et la dotation des kits pour le démarrage de leur activité, des sessions de recyclage ont été organisées à l'installation des bénéficiaires.
#2	Respecter les échéances accordées <i>(recommandation prise en compte)</i>	Avec la levée des certaines restrictions liées à la crise sanitaire de COVID-19, des précautions ont été prises pour assurer les paiements et autres échéances accordées.
#1	Adapter la programmation des travaux agricoles aux périodes et besoins des bénéficiaires <i>(recommandation prise en compte)</i>	Des réajustements ont été opérés sur les sites des travaux HIMO (diminution norme homme/jour en jouant sur le temps et répartition des tâches entre hommes et femmes) pour permettre aux jeunes travailleur.se.s HIMO de passer un temps plus restreint sur les sites, en particulier pendant la période des travaux champêtres.

CAMEROUN

- #12 **Sécurisation des ouvrages**
(nouvelle recommandation) Accélérer la construction des clôtures de sécurisation de ouvrages réalisés notamment l'étang piscicole de Dargala et la mare de Mémé.
- #11 **Fréquence des paiements**
(nouvelle recommandation) Améliorer les modalités de paiement avec la microfinance afin de régulariser la fréquence des paiement.
- #10 **Programmation de l'alphabétisation fonctionnelle**
(nouvelle recommandation) Planifier les activités pendant la période où les communautés sont disponibles, notamment entre Janvier et Juin.
- #9 **Difficulté de légalisation des OBC**
(nouvelle recommandation) Faire un plaidoyer auprès des autorités administratives afin de faciliter et fluidifier la légalisation des OBC appuyées par le projet.
- #8 **Retard de l'insertion professionnelle**
(nouvelle recommandation) Identifier et appuyer les centres de formation existants en amont afin que les apprenant-e-s démarrent leur formation plus rapidement.
- #7 **Situation sécuritaire précaire**
(recommandation prise en compte) Cette recommandation a été prise en compte lors du profilage des bénéficiaires, adaptant les microprojets a des éventuelles situations de mobilité.
- #6 **Remplacement des démissionnaires chantier TICOM**
(recommandation prise en compte) Lors des nouveaux chantiers, les sensibilisations ont été faites à l'endroit des bénéficiaires et les listes des bénéficiaires ont été finalisées avec des probables remplaçants dans le ménage.
- #5 **Améliorer le système de communication auprès des bénéficiaires**
(recommandation prise en compte) Le circuit de communication a été amélioré, afin que les bénéficiaires reçoivent maintenant les informations venant directement du responsable de la mise œuvre directement.
- #4 **Respecter les délais de distribution**
(recommandation prise en compte) Durant la dernière campagne CEP pluviaux, les retards dans la distribution des semences ont été mitigés et sur plan logistique, les dispositions ont été prises. Ainsi, la distribution des semences est arrivée à temps.
- #3 **Prise en compte de l'évolution saisonnière des prix sur le marché**
(recommandation prise en compte) La libération des épargnes des bénéficiaires a été faite en tenant compte des période où les prix sont bas dans les marchés afin d'optimiser les kits de démarrage et les bénéfices qui seront engrangés.
- #2 **Appuyer les initiatives locales**
(recommandation prise en compte) Les initiatives proposées par la communauté sont étudiées et appuyées dans la mesure du possible tant qu'elles s'inscrivent dans sa stratégie. Deux AVEC issues de la communauté ont déjà été mises en place et six autres groupes sont en train d'être accompagnés dans leur constitution.
- #1 **Renforcer la communication en particulier auprès des autorités**
(recommandation prise en compte) Saluée par les autorités, cette recommandation a été prise en compte à travers le partage systématique mensuel d'un rapport narratif succinct, accompagné d'un planning des activités clés à venir.

TCHAD

- #18 **Appui à l'élaboration, diffusion et vulgarisation des conventions**
(nouvelle recommandation) Organiser une large vulgarisation des conventions locales signées autour des ressources naturelles, auprès des communautés et ensemble des villages est nécessaire. Ceci sera opérée par les acteurs principaux afin d'assurer le relais et l'appropriation de l'action ainsi qu'afin d'éviter des futures tensions.
- #17 **Renforcer les capacités et mise en relation**
(nouvelle recommandation) Mettre les femmes para juristes en relation avec les autorités coutumières, administratives et judiciaires pour un travail réactif et renforcer leurs capacités en moyens de communication et transport pour pouvoir couvrir l'ensemble des villages des cantons et les renforcer sur la prévention et sensibilisation contre les violences.

- #16 Revoir la stratégie d'identification des sites expérimentaux**
(nouvelle recommandation)
- Raccommoder les participants des sites existants en accord avec la communauté. Quant aux prochains 3 sites, revoir la stratégie d'identification des apprenants en fonction des leçons apprises : d'un côté, réduire le nombre de participants et d'autre cibler des individus producteurs avec expérience, issus de la communauté proche du site, détenteurs de parcelles propres, ayant assuré une motivation à travers un engagement formel, etc.
- #15 Sécurisation des appuis matériels**
(nouvelle recommandation)
- Formaliser avec des documents juridiques, l'usage et les responsabilités en dotant chaque membre d'une copie de la réglementation des fins d'usage pour sécuriser le matériel et éviter tout risque d'accaparement individuel dans la stratégie de sortie.
- #14 Renforcer le suivi des AVEC**
(recommandation prise en compte)
- Les groupements et AVEC avaient soulevé leur inquiétude sur la faible présence des équipes, et souhaitaient être plus appuyés sur la mise en réseautage. Cette recommandation s'est traduit par une augmentation et réorganisation des agents de suivi, ainsi qu'un renforcement additionnel des agents de suivi sur leur capacités d'accompagnement.
- #13 Fluidifier la communication externe**
(recommandation prise en compte)
- Les autorités souhaitaient être plus régulièrement informées de l'avancement du projet. Aujourd'hui, la coordination nationale a instauré un flux de d'information régulière au CPA (Comité Provincial d'Action), qui est mieux informé, clé dans cette phase de pérennisation de l'action.
- #12 Aménagement des polders**
(recommandation non retenue)
- La proposition de la construction des petites diguettes de rétention d'eau dans les polders occupés par l'eau pour permettre aux agriculteurs d'effectuer et vulgariser leurs techniques agricoles n'est pas réalisable à ce stade en raison des ressources limités qu'il faudrait mobiliser. Toutefois, les producteurs seront sensibilisés pour tenter de mettre en valeur les espaces aménagés déjà existants qui ne sont pas exploités, en favorisant leur accès.
- #11 Assurer l'entretien des plants reboisés**
(recommandation prise en compte)
- Les plants reboisés dans les ouaddis et polder nécessitent l'entretien par la communauté pour éviter de faire périr ces plants. A cet effet, le projet a mis en place des comités villageois d'entretien des plants formés par des jeunes pour assurer la pérennité des acquis.
- #10 Prolongement du renforcement SMPS**
(recommandation non retenue)
- La mise en place de cette recommandation n'a pas pu être effective pour des raisons budgétaires. L'activité a finalisé en juin 2021. Toutefois, une ré planification a été faite pour intégrer les bénéficiaires SMPS non accompagnés dans les activités de redressement économique et institutionnel.
- #9 Continuité de l'appui aux agriculteurs**
(recommandation à suivre)
- Besoins de continuer le renforcement de matériel de production et le besoin d'identifier une source d'eau pérenne dans les sites pour une action durable auprès des producteurs ayant un nouvel accès à la terre.
- #8 Suivi des jeunes HIMO**
(recommandation à suivre)
- Mise en place d'un dispositif de financement ou soutien d'AGR pour les jeunes travailleurs HIMO n'ayant pas participé au développement de leur plans d'affaires. Il s'agit des jeunes dont l'épargne cumulé ne leur permet pas de démarrer un projet porteur.
- #7 Appui aux initiatives locales**
(recommandation à suivre)
- Renforcement, dans la mesure du possible, des initiatives communautaires existantes afin de renforcer l'appropriation et la responsabilisation communautaire. Cette recommandation devrait être intégrée lors du démarrage des activités liées aux chaînes de valeur dans les prochains mois.
- #6 Augmentation des microprojets pour les femmes**
(recommandation à suivre)
- L'augmentation du nombre de microprojets visant à intégrer un plus grand nombre de femme ayant participé à l'appui psychosocial devrait être facilité par l'intégration du projet Genre (DFID). Cette recommandation sera donc suivie lors de la prochaine enquête.
- #5 Promouvoir l'expertise locale**
(recommandation prise en compte)
- L'identification des facilitateurs communautaires pour la promotion des techniques agricoles et des agents villageois pour accompagner les AVEC est basée sur l'expertise et la compétence locale pour promouvoir les répliquations d'expérience entre les communautés.

#4 Adapter les supports des formations (recommandation prise en compte)

Les formations sont animées avec des supports physiques et illustrés, combinés avec des orientations pratiques, ce qui facilite la participation active des bénéficiaires et l'apprentissage. Par ailleurs, les prétest et posttest sont adaptés aux personnes ne sachant pas lire et/ou écrire.

#3 Respecter les échéances accordées (recommandation prise en compte)

L'implication des équipes supports dans la planification des activités a amélioré la compréhension des procédures et fluidifié leur suivi, permettant de respecter les échéances accordées avec les bénéficiaires. Cette recommandation, faisant l'objet d'un suivi particulier par les équipes, a enfin été prise en compte de façon satisfaisante selon les enquêtés.

#2 Tenir compte des pratiques endogènes des communautés (recommandation prise en compte)

Cette recommandation a servi pour améliorer et adapter aux pratiques endogènes la méthodologie utilisée sur le développement du schéma d'aménagement du territoire, ainsi que sur l'identification de pratiques agro écologiques adaptées.

#1 Associer toutes les couches sociales (recommandation prise en compte)

Salué par la communauté, cette recommandation a été prise en compte dans la phase de déploiement du projet, à travers les suivants ajustements : l'établissement de critères inclusifs dans les formations organisées par les différentes composantes, l'intégration des différentes couches sociales et des critères de genre dans les chantiers THIMO, la formalisation des cadres de consultation communautaire.

NIGERIA

#8 Accélérer le lancement de l'alphabétisation fonctionnelle (nouvelle recommandation)

La communauté a demandé que le programme d'alphabétisation démarre immédiatement pour l'aider à tenir des registres, à gérer les revenus et les dépenses. L'activité a été mise en veilleuse pendant que le programme national d'alphabétisation fonctionnelle était finalisé. Actuellement, les protocoles d'accord avec les formateurs sont en cours de signature et l'activité devrait être bientôt mise en œuvre.

#7 Demande à l'AAH d'élargir le partenariat avec les OSC (nouvelle recommandation)

Les OSC soutenues par RESILAC demandent à l'AAH d'envisager de leur accorder une subvention pour les futurs projets menés par l'AAH. L'équipe du projet RESILAC encouragera le partenariat, en fonction des besoins spécifiques des prochains projets.

#6 Orienter le processus de sélection des bénéficiaires de RESILAC (recommandation non retenue)

Afin de maintenir la cohérence de l'approche, le processus de sélection des bénéficiaires du projet restera ouvert à toutes les communautés.

#5 Distribuer des animaux et des semences aux agriculteurs principaux avant la fin du cycle de formation (recommandation prise en compte)

Les parties prenantes gouvernementales ont suggéré de distribuer des semences et des animaux aux agriculteurs après le cycle de formation. L'équipe du projet a inclus plus de 200 des agriculteurs principaux dans le mécanisme de réintégration, y compris les activités génératrices de revenus.

#4 Anticiper la distribution des Semences (recommandation prise en compte)

L'équipe travaillera dans la révision de la planification d'approvisionnement afin de ne pas occasionner des retards ayant un impact sur la distribution des semences.

#3 Assurer le suivi sur la distribution de matériel (recommandation prise en compte)

Les réunions de sensibilisation ont permis de clarifier les procédures avec les bénéficiaires et les autorités locales. Les résultats ont révélé que les jeunes des communautés de Kirbiri et de Gongulong disposent de plus d'informations sur le registre d'utilisation et d'accès aux articles du HLI. En outre, les jeunes utilisent désormais les articles HLI pour forer des puits tubulaires pour d'autres personnes dans le besoin.

#2 Renforcer la campagne de sensibilisation et information (recommandation prise en compte)

Une session de sensibilisation inter pilier a été organisée auprès des partenaires et bénéficiaires pour clarifier l'approche du projet et son montage. Ceux-ci ont salué l'initiative et avouent avoir une meilleure compréhension. Les communications conjointes seront maintenues.

#1 Diversifier les activités sportives et culturelles (recommandation prise en compte)

Cette recommandation a été prise en compte à travers l'introduction de nouvelles thématiques et/ou événements lors des activités liées au pilier 1 (danse traditionnelle, etc.).